

La Grande Relève

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE RÉPARTITION

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1033 - juin 2003 - SOMMAIRE :

• ÉDITORIAL :

pages 3-5 Retour à l'hospitalet ?

JEAN-PIERRE MON voit dans l'avalanche de réformes voulues par le gouvernement la remise en cause d'un lent progrès, sur plus d'un siècle, pour la "France d'en bas".

• ACTUALITÉ :

page 6 Ne plus être dupes !

PAUL VINCENT montre que le genre d'affirmations assénées pour convaincre de la nécessité de telles réformes ont déjà beaucoup trop servi.

page 2 Au fil des jours

• RÉFLEXION :

page 12 Éloge du chaos

GÉRARD-HENRI BRISSÉ, rappelant que la guerre n'a rien résolu en Irak, conclut que "la vieille Europe" a un rôle essentiel à jouer pour la paix au Moyen Orient.

• DOSSIER : ÉTUDE DE LA MONNAIE. VII.

pages 7-9 V. Les grandes théories monétaires

1 Théories classique et néoclassique

2 Karl Marx

3 John Maynard Keynes

Concluons... qu'il faut évoluer !

• LECTURES

pages 10-11 De découvertes en découvertes

PAUL VINCENT, après avoir découvert l'actualité de l'Abbé de Saint Pierre et celle de G-Bonnot de Mably, médite, à la lecture d'Éric Laurent et de Noam Chomsky, sur certains dessous de l'actualité contemporaine.

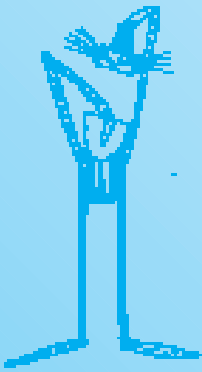
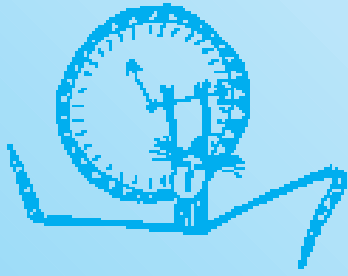
• TRIBUNE LIBRE

page 14 L'Argentine s'émancipe

RENAUD LAILLIER, d'après certaines informations venues d'Argentine, pense que c'est le peuple, et non les politiciens, qui a pris son avenir en mains.

page 15 Courrier des lecteurs

Un résumé de nos thèses, sur deux pages, a été présenté dans les N°1022 à 1029.



M 01669 - 1033 - F: 2,15 €





COMPÉTITIVITÉ

On se souvient qu'il y a un peu plus d'un an, en plein cœur de la bataille électorale, le président de la République et la droite claironnaient que la France était sur le déclin : avant-dernière au classement des pays de l'Union européenne pour le PIB, faible compétitivité, fuite des cerveaux, etc. Eh bien, il n'en est rien ! Le Conseil d'analyse économique, rattaché aux services du Premier ministre, vient de publier, le 6 mai, un rapport sur la compétitivité¹ qui classe la France au deuxième rang mondial pour les investissements étrangers avec 52,4 milliards d'euros, derrière la Chine (un peu plus de 55 milliards d'euros) et devant l'Allemagne (40,4 milliards d'euros) et les États-Unis (32,4 milliards d'euros). Un exemple typique est celui de Valenciennes, où Toyota a implanté son usine de production pour l'Europe de ses petites voitures Yaris : en moins de deux ans, l'usine a atteint les meilleurs critères de qualité de la firme et produit une voiture toutes les 75 secondes (ce qui n'est quand même pas si mal au pays des 35 heures et des charges insupportables !). Enfin, selon le rapport, les performances françaises sont «*plutôt satisfaisantes*» avec un maintien, sur une longue période, de leur part dans le marché mondial des produits manufacturés, environ 50% des exportations dans des produits de consommation haut de gamme et... une fiscalité sur les hauts revenus tout à fait «*compétitive*» jusqu'à 300.000 euros de revenus annuels bruts imposables.

OGM

Que vous le vouliez ou pas, il va falloir en manger : les États-Unis viennent de porter plainte à l'OMC contre l'Union européenne pour avoir adopté en 1999 un moratoire sur les organismes génétiquement modifiés². M. Robert Zoellick, représentant américain pour le commerce, estime que ce moratoire «*viole les règles de l'OMC sur la liberté du commerce*». Il avoue tranquillement qu'il se bat pour «*les intérêts de l'agriculture américaine*» ajoutant que «*les biotechnologies contribuent à nourrir les populations souffrant de la faim et offrent des opportunités considérables pour améliorer la santé et la nutrition*». On se souvient qu'au sommet de Johannesburg sur le développement durable, pour vanter les vertus des OGM, un représentant américain avait souligné que le président Bush lui-même en consommait beaucoup, ce qui n'est pourtant guère encourageant ! Cela n'a cependant pas l'air d'inquiéter le gouvernement français qui *discrètement* choisit les communes où se feront des essais de cultures d'OGM pendant l'été³. Des élus locaux protestent mais sans succès. Tous les ans, de nombreux maires se plaignent de n'avoir été prévenus de ces essais qu'après coup, voire

jamais. Un millier d'entre eux ont pris des arrêtés contre ces plantations d'OGM, ils ont pratiquement tous été annulés par les tribunaux administratifs ou retirés sur instruction des préfets. Pour cette année une nouvelle procédure a été mise en place : la liste des localités susceptibles d'accueillir des cultures d'OGM a été publiée sur le site internet du ministère de l'agriculture. Mais parmi la vingtaine de maires concernés, plusieurs s'opposent à ces expérimentations au nom du principe de précaution. C'est notamment le cas de Monségur, de Saint-Paul-lès-Dax et de Blagnac.

LA FIN DES "AFFAIRES"

Plus discrètement que celles qui suscitent les grandes manifestations de rues et tant de grèves de mécontentement, le gouvernement prépare aussi une profonde réforme des codes du commerce et des marchés publics⁴. «*Il s'agit, dit-on au cabinet du Ministre des finances, d'un recadrage d'ensemble du périmètre de la justice financière qui devrait permettre de rassurer les marchés*». Mais les juges, eux, craignent que ces mesures ne mènent à la disparition pure et simple de la justice financière. Le projet d'élaboration d'une nouvelle loi sur la sécurité financière, à la suite des affaires Enron et Vivendi, avait fait craindre aux milieux économiques que le gouvernement ne durcisse les peines encourues. Mais le ministère des finances les a rassurés en intervenant pour que les textes en vigueur ne soient pas alourdis, et cela sous prétexte que la procédure pénale est «*très incertaine par sa longueur et [qu'il y a une] extrême difficulté à administrer la preuve d'une infraction financière*».

Le Medef, invité par le gouvernement à faire des propositions pour «*rationaliser*» le droit des affaires, se réjouit de ces mesures et du «*dépoussiérage*» du code du commerce.

Enfin, «*pour adapter le droit à la vie des affaires*», le code des marchés publics fait l'objet d'une profonde refonte dont la mesure clé est le relèvement des seuils au dessous desquels les formalités de passation des marchés publics ne seront plus obligatoire : la procédure d'appel d'offres ne serait ouverte qu'à partir de 6,2 millions d'euros de contrats, au lieu de 90.000 euros aujourd'hui. Qui plus est, l'État et les collectivités locales seront dispensés des formalités dans certains domaines. Tout en applaudissant à «*cette approche moderne de la commande publique*», les fédérations professionnelles du Bâtiment et des Travaux Publics souhaitent encore un assouplissement des règles pénales en matière de délit de favoritisme. Une chose est sûre en tous cas : l'UMP n'a pas perdu son temps pour assurer, en toute impunité, le financement de ses futures campagnes.

Jean-Pierre Mon

1. *Le Monde*, 07/05/2003.

2. *Le Monde*, 15/05/2003.

3. *Le Monde*, 20/05/2003.

3. *Le Monde*, 07/05/2003.

Retour à l'hospitalet ?

par Jean-Pierre Mon

L'hospitalet, c'est ainsi qu'on appelait à Perpignan, ville où je suis né et où j'ai passé mon adolescence, l'hospice où venaient finir misérablement leurs jours les "vieux" qui n'avaient pas de famille et étaient dépourvus de tout revenu, de toute retraite. À cette époque, les divers régimes de retraite que l'on connaît de nos jours commençaient à peine à se développer : ce n'est qu'en 1945 que le régime de retraite par répartition¹ est substitué à l'ancien système par capitalisation qui existait dans certaines branches et qui avait totalement fait faillite entre les deux guerres. Dès lors tous les salariés du secteur privé, à l'exception des travailleurs agricoles, bénéficient du même système que l'on appelle le "régime général". L'ordonnance du 4 octobre 1945 maintient cependant, à titre provisoire, les différents régimes spéciaux qui existaient auparavant et de nouveaux régimes autonomes sont créés pour les travailleurs non salariés : en 1948 pour les commerçants, les industriels, les artisans et les professions libérales, en 1952 pour les exploitants agricoles. C'était, sans qu'on le réalise, une véritable révolution qui s'amorçait : enfin, la grande majorité de la population allait pouvoir vivre à peu près décemment, lorsqu'elle arrêterait de travailler ! Bien sûr, il a fallu de longues années pour que les pensions de retraites atteignent des montants décents, pour une grande partie de la population. Eh bien, c'est tout ce lent



progrès vers une vie meilleure pour tous que le gouvernement de la "France d'en bas" veut remettre en cause.

UNE RÉFORME IDÉOLOGIQUE

Partant d'un constat démographique évident, la diminution inexorable du nombre d'actifs par rapport au nombre de retraités, le gouvernement a lancé, aux frais du contribuable, une campagne de publicité éhontée et hypocrite («*Il faut sauver la répartition*» déclarait Raffarin dans son entretien sur TF1 avec Patrick Poivre d'Arvor, le 3 février 2003) pour faire valoir ses arguments qui reprennent en fait ceux du Medef, des institutions financières internationales (FMI, BM) ou encore de la Commission de Bruxelles dont l'idéologie capitaliste n'est plus à démontrer. Voici quelques citations révélatrices. D'abord celle-ci, du FMI : «*Un système de retraite par répartition peut déprimer l'épargne nationale parce qu'il crée de la sécurité dans le corps social*»³, puis celle du Commissaire européen chargé du commerce intérieur : «*les retraites par répartition vont représenter un poids intolérable sur les finances publiques des pays où*

elles sont la règle»³, et enfin celle-ci, de la Commission européenne en faveur des fonds de pension : «*il y a un lien direct entre la bonne santé des régimes de pension et celle de l'euro*»⁴.

En élève discipliné, Raffarin cherche donc, avec sa réforme des retraites, à diminuer le niveau des pensions, tout en allongeant la durée des cotisations d'un nombre d'années que la majorité des salariés ne pourront pas atteindre, on les incitera donc en outre à souscrire des contrats d'assurances auprès de groupes privés. Ce qui constitue un marché particulièrement juteux, de 2.500 milliards d'euros, soit 30% du PIB de l'Union européenne, pour les fonds de pensions et les caisses de retraites privées de l'UE qui, depuis le 13 mai, sont désormais autorisés à opérer dans toute l'Europe.

Nous avons déjà signalé à de nombreuses reprises dans la Grande Relève⁵ que le problème de la réforme des retraites résulte d'un choix poli-

1. Rappelons que dans le système de répartition, les pensions que reçoivent les retraités sont financées par des cotisations versées par les travailleurs actifs. Ce ne sont pas les cotisations versées par un actif qui sont thésaurisées pour sa propre retraite. Actifs et retraités constituent un ensemble solidaire.

2. G.A. Mackenzie, P. Gerson et A. Cuevas, a «*Can Public Pension Reform Increase Saving?*», FMI, Occasional Paper n° 153, 1997.

3. Frits Bolkestein, *Le Monde*, 15/05/2003.

4. Citée par *Le Monde*, 15/05/2003.

5. *La Grande Relève*, numéros : 989, juin 1999, 1008, mars 2001, 1017, janv. 2002, 1022, juin 2002, 1026, nov. 2002, 1028, janv. 2003.

6. *Retraites : renouveler le contrat social entre les générations, Orientations et débats*, La Documentation française, Paris 2002, p. 260.

7. *Le Monde*, 9 mai 2003.

tique : la façon de partager les gains de productivité entre les salaires (directs et indirects, c'est-à-dire avec les cotisations) et les profits. Au cours des vingt dernières années, la part des salaires dans ce partage a été fortement diminuée, elle a baissé de 10% du PIB, ce qui représente environ 150 milliards d'euros par an, soit presque le montant versé annuellement pour les retraites (180 milliards d'euros). D'après le Conseil d'orientation des retraites⁶, le

retour à 37,5 ans de cotisation pour tous les salariés du privé ne coûterait que 0,3 point de PIB en 2040 (sur un PIB de 3.000 milliards d'euros, cela représenterait 9 milliards. Ramené au PIB actuel, 0,3 point équivaut à 4,5 milliards). Mais cette possibilité, quand elle est évoquée, est violemment rejetée par le Medef et le gouvernement sous prétexte que «*l'accroissement du poids des charges sociales*» diminuerait la sacrosainte compétitivité des entreprises françaises.

UN DÉMENTI CHIFFRÉ

Or cet argument est contredit par les faits dans tous les pays développés, et les données de l'Organisation pour le Commerce et le Développement Économique (l'OCDE, qui est bien loin d'être une organisation anti-capitaliste !) le prouvent. C'est ce que montre Jean-Paul Piriou⁷, maître de conférence d'économie à l'université Paris I, dans le cas de la France : si l'on compare la période de l'entre-deux guerres mondiales, où les cotisations sociales étaient très faibles, avec celle qui débute en 1950 et qui voit "l'envol" des cotisations sociales, on constate que la part du profit des entreprises dans la valeur ajoutée est passée

de 33% avant la guerre à 35% après 1950. Une autre plainte patronale consiste à dire que dans les pays où les charges sociales ne sont pas écrasantes, tels que les États-Unis ou le Royaume-Uni, la part des profits est supérieure à ce qu'elle est en France. Là encore, les chiffres de l'OCDE prouvent le contraire : entre les deux guerres, la part de profit dans la valeur ajoutée des entreprises américaines, britanniques et françaises qui était respectivement de 36%, 37% et 33%, a, depuis 1950, baissé aux États-Unis (34%) et au Royaume Uni (31%) et augmenté en France jusqu'à 35% !

UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE

En fait, montre J-P Piriou, «*la stabilité du pouvoir d'achat relatif des retraites et celle de l'âge de la retraite sont simultanément possibles grâce à une variation de quelque 14 points du taux des cotisations [...] Pour éviter à l'horizon 2040 un recul de l'âge de la retraite de 9 ans ou une division par deux du pouvoir d'achat relatif des retraités, il suffit en effet de procéder régulièrement à une hausse des cotisations telles que le pouvoir d'achat du salaire moyen net augmente chaque année de 0,5% de moins que la productivité*». Patronat et gouvernement (il faut toujours les mettre ensemble !) répètent à l'envi qu'il serait irresponsable de consacrer aux

retraites en 2040 les 6 points de PIB supplémentaires correspondant à cette hausse des cotisations sociales. C'est à peu près le même langage que tenaient déjà certains hommes politiques dans les années 50. Et pourtant les retraites sont bien passées de 5,4% à 12,6% du PIB en 40 ans ! C'est ce qui a fait reculer massivement la pauvreté chez les retraités, permis d'abaisser de 5 ans l'âge de la retraite et... d'augmenter la part des profits dans la valeur ajoutée, part qui est devenue à partir des années 1990 supérieure à ce qu'elle était pendant les célèbres Trente glorieuses (1945-1975).

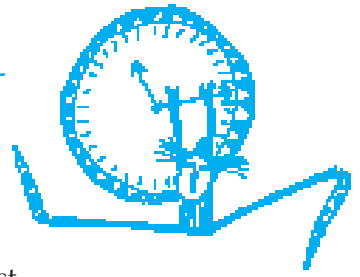
SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

G. Houdard 8,53 – M. Huard 3,53 – R. Labesse 60 – G. Lecaille 23,53 – R. Lobjeois 18,53 – A. Planchon 2,06 – Mme Casanova 41,8 – J. Figarella 7,06 – R. Villedary 1,8 – G. Beaux 7,06 – P. Béné 27,11 – J. Bigot 12,07 – R. Lextray 3,53 – E. Mathieu 18,53.
Total 235,14 euros.

Merci à tous !

Cette souscription nous permet de modérer le prix du journal et aussi d'en faire le service gratuit à ceux que sa lecture intéresse mais qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement. Il leur suffit pour cela de se signaler au journal en indiquant leur adresse (sachant que nous ne communiquons aucune adresse de lecteur à quiconque).



On le voit, l'avenir des retraites est bien un choix politique. Celui qu'a fait le gouvernement Raffarin conduit à la régression sociale. Mais au fur et à mesure que leur connaissance des projets gouvernementaux augmente, les Français deviennent de plus en plus réticents. «*Ils ont sorti leur calculette*»⁸ explique Stéphane Rozès, directeur de l'Institut de sondages CSA, ce qui a

amené trois salariés sur quatre à constater qu'ils allaient perdre entre le quart et plus de la moitié de la pension qu'ils toucheraient en conservant le régime actuel. Travailler plus longtemps pour une retraite misérable, tel est le programme de l'Union pour une Mascarade de Progrès (UMP) !

8. *Le Monde*,
20/05/2003.

ET CE N'EST PAS TOUT...

Dans la même logique que pour les retraites, une nouvelle menace pèse sur la protection sociale : la réforme de l'assurance maladie.

Emboitant encore les pas du patronat, le gouvernement (et la CFDT !!!) veut procéder aussi à une réforme de l'assurance-maladie, sous l'habituel prétexte de déficit intolérable (16 milliards d'euros en 2003), car le président du Medef, Ernest-Antoine Sellières a dit : «*Si l'on n'y met pas bon ordre, on sera entraîné dans des déficits abyssaux*»⁹.

Ce sont, d'une part le tarissement des recettes dû à l'augmentation du chômage et au ralentissement économique et, d'autre part le fort accroissement des dépenses de santé (plus de 7,3%) dû à celui des honoraires des médecins qui ont provoqué cette énorme dégradation des comptes de l'assurance-maladie. Après l'échec du plan Juppé¹⁰ de 1996 qui s'est heurté à une forte résistance du corps médical, opposé à tout contrôle de son activité, Jean-François Mattei, Ministre de la santé, s'appête à mettre en œuvre les mesures "libérales" préconisées par le rapport Chadelat : respect du dogme de stabilité et baisse des prélèvements obligatoires. Pour J.F. Mattei, «*augmenter les prélèvements obligatoires*

freinerait la consommation, pénaliserait l'investissement et donc la reprise de la croissance. Le remède serait pire que le mal. [...] Les mesures conjoncturelles doivent s'accompagner de réformes de structure... »¹¹.

Ces réformes de structures consisteraient à mettre en place un système de remboursement à trois étages :

- une couverture de base obligatoire, gérée par la sécurité sociale,
- puis une assurance maladie complémentaire, obligatoire elle aussi, gérée par les mutuelles ou les compagnies d'assurances privées, et enfin
- une couverture maladie supplémentaire, facultative celle-ci (autrement dit, réservée à ceux qui en ont les moyens), gérée, elle aussi, par les mutuelles et les compagnies d'assurances.

On ne sait pas encore comment seront répartis les remboursements entre ces trois niveaux.

Ce qui est sûr, c'est que l'on s'achemine vers un accroissement des inégalités d'accès aux soins et ce n'est pas la politique définie par Mattei pour favoriser l'industrie pharmaceutique qui arrangera les choses.

9. sur BFM
le 15 mai 2003.

10. Voir
Alternatives économiques,
n° 213, avril 2003.

11. *Le Monde*,
17/05/2003.

ENJEU POUR UNE AUTRE SOCIÉTÉ

Si le gouvernement Raffarin réussit à faire passer ses réformes sur les retraites et sur l'assurance maladie, les "vieux" ne tarderont pas à reprendre le chemin de l'hospitalet, mais dans des conditions pires que celles qui prévalaient jusque dans les années 50 parce que les services

ne pourront plus être assurés comme à cette époque par une main d'œuvre gratuite, celle des religieuses, et que pour préserver l'équilibre budgétaire, on ne pourra pas embaucher de personnel qualifié en quantité suffisante.

Donc, battons-nous tant qu'il est encore temps !

Notre précédent numéro (GR 1032) contenait une information/ réflexion sur l'hégémonie du dollar et son lien avec l'agression de l'Irak.

Comme cette information avait été passée sous silence par les grands médias, nous l'avons adressée, le 22 avril, avec une lettre d'accompagnement, à la rédaction de 39 journaux, nationaux ou régionaux.

Devinez :

- 1) Combien de ces journaux nous ont simplement accusé réception de cette information,**
- 2) Combien de journaux nous ont répondu qu'ils allaient la publier.**

À tous les lecteurs qui nous enverront les bonnes réponses à ces deux questions avant le 31 juillet prochain, nous offrons un abonnement à la GR au profit d'un tiers.

Ne plus être dupes !

par Paul Vincent

Vous avez raison de ne pas mordre aux propositions faites par le gouvernement soi-disant dans un souci d'égalité. C'est la même majorité qu'aujourd'hui, avec Edouard Balladur, qui a rompu cette égalité pour les durées de cotisation au détriment des travailleurs du secteur privé. Et au nom de l'égalité elle voudrait maintenant aligner tout le monde sur un régime qu'elle a rendu elle-même plus défavorable, en attendant pire. Seuls les "bas salaires" auront le "privilege" de pouvoir travailler vieux et ils seront obligés de le faire pour avoir une retraite décente. Dans le milieu des cadres, bien mal défendus par la CGC comme on le constate encore aujourd'hui, on continuera de se faire virer à partir de 50 ans. Et ce sera de plus en plus le sort des travailleurs de toutes conditions appartenant à des multinationales, lesquelles licencient comme bon leur semble pour enrichir dirigeants et actionnaires étrangers, ou à des entreprises nationales qui trouvent plus avantageux de faire travailler des Indiens ou des Chinois. Il faut absolument être tous solidaires : fonctionnaires, secteur public et secteur privé.

Faisons une analyse plus complète de la question. C'est en 1841 qu'une loi interdit de faire travailler les enfants de moins de 8 ans. En 1874, cet âge fut porté à 12 ans. Et la scolarité allait rarement au-delà.

En 1837 l'Académie des Sciences morales et politiques chargea un certain docteur Villermé d'enquêter sur les conditions de vie des ouvriers. Celui-ci indique dans son rapport, portant sur l'industrie textile, que la durée journalière du travail y était de 13 heures l'hiver et de 15 heures l'été.

C'est le gouvernement de Front Populaire de 1936 qui a instauré pour tous les travailleurs le droit à 15 jours de congés payés. Avant, ils devaient se contenter des dimanches et jours fériés que l'Église faisait obligation de leur accorder, en leur demandant d'en consacrer une partie à remercier Dieu.

Quant à la durée de vie, dont l'allongement depuis 50 ans serait un obstacle au maintien du régime actuel des retraites, elle était à ce point de vue bien plus favorable il y a 150 ans. Si donc le problème des retraites était vraiment lié à la durée des études, au temps de travail, aux congés ou à l'espérance de vie, l'époque idéale pour verser des retraites eût été le milieu du 19ème siècle.

Or à cette époque, les retraites n'existaient pas.

Si vous demandez pourquoi à la Droite et au patronat, ils vous répondront avec leur éternel bon sens que c'est parce que nous n'avions pas alors les machines ni toute l'énergie dont nous disposons aujourd'hui, et que la productivité était insuffisante pour le permettre. Comme ils nous disaient après la Libération, pour justifier le blocage des salaires et les tickets de rationnement, qu'on ne pouvait distribuer plus qu'on ne produisait. Pourtant la raison qu'ils nous avaient donnée durant quatre ans de façon péremptoire, c'était que «les Allemands nous prenaient tout». Ils ont ainsi toujours eu des raisonnements de parfait bon sens, auxquels il nous est demandé d'adhérer le temps que cela les arrange.

Pour justifier l'inexistence des retraites il y a 150 ans, il était sans doute légitime de faire intervenir la productivité, mais pourquoi maintenant passent-ils complètement sous silence ce facteur primordial ? Si la productivité continue de croître comme cela n'a d'ailleurs jamais cessé, ce qui en réalité nous menace c'est la surproduction des produits qui nous sont indispensables, et la production de plus en plus de produits dangereux, polluants ou inutiles, qu'on essaiera de nous fourguer à grand renfort de publicité. Alors, qu'est-ce que cela peut faire qu'il y ait de moins en moins de temps passé à travailler ?

Nous avons en ce moment en France quelque 23 millions d'actifs. Pourquoi vouloir nous faire peur avec le chiffre de 12 millions de retraités, même si celui-ci doit encore augmenter dans l'avenir ? Puisque la France compte plus de 60 millions d'habitants, n'y a-t-il pas aussi quelque 25 millions d'autres "inactifs", c'est-à-dire deux fois plus qu'il n'y a de retraités ? Ce sont en particulier tous les jeunes jusqu'à la fin de leur formation, ou qui même, ayant terminé leurs études, peinent à trouver un premier emploi, et aussi les chômeurs, dont la courbe en ce moment remonte. Reculer l'âge de la retraite risque d'accroître le nombre de ces autres "inactifs", et celui des gens au travail ne s'en trouvera pas forcément accru, surtout si les entreprises continuent de licencier à leur gré et si seuls les fonctionnaires (malheureusement des "improductifs" pour le gouvernement et le Medef) sont assurés par l'État de pouvoir travailler très vieux, condition mise dorénavant à l'obtention d'une retraite suffisante.

Est-ce vraiment une solution de bon sens, allant dans le sens d'un progrès ?

Que reste-t-il des théories monétaires classique et néoclassique, de Marx et de Keynes quand elles sont confrontées à la réalité actuelle ? C'est à cette réflexion que nous invitons nos lecteurs, après avoir résumé, dans les numéros précédents, quelques aspects essentiels de la monnaie légale, sa forme, l'histoire de son évolution, la façon dont elle est créée et utilisée, et avant d'aborder le chapitre des monnaies parallèles.

V. les grandes théories monétaires

1. LES CONCEPTIONS CLASSIQUE ET NÉOCLASSIQUE.

Ces deux conceptions, qui sont à la base du libéralisme, ont une position commune sur la monnaie, fondée sur quatre idées :

- 1. la monnaie, simple intermédiaire, ne fait que dissimuler qu'en fait ce sont toujours des marchandises qui s'échangent entre elles.

- 2. toute variation de la quantité de monnaie en circulation entraîne une variation proportionnelle de tous les prix.

Ce credo du monétarisme, qui est la base de la **théorie quantitative de la monnaie**, repose lui-même sur trois hypothèses :

a) la vitesse de circulation de la monnaie est constante,

b) le volume des transactions est constant et

c) l'équilibre du marché assure le plein emploi de toutes les capacités de production (donc il n'y a pas de chômage).

Il n'est pas nécessaire d'être un économiste diplômé pour constater à quel point ces hypothèses sont peu réalistes.

- 3. par conséquent toute variation de la masse monétaire n'a aucune influence sur la production ou sur l'emploi, la monnaie est **neutre** par rapport à l'activité économique réelle.

Ce qui n'a pas empêché l'économiste Milton Friedman d'en tirer une conclusion paradoxale mais qui fait loi depuis le traité de Maastricht sur la Banque Centrale européenne : bien que la variation de la masse monétaire soit sans effet sur l'économie, la politique monétaire doit consister à limiter l'émission, parce que celle-ci risque d'entraîner l'inflation...

Or l'actualité ne manque pas d'exemples du rôle de la monnaie sur l'économie : entre 1994 et 1999 dix pays en voie de développement connaissent au moins une crise financière de grande ampleur, car ces dogmes libéraux sont à l'origine des préceptes dits du "consensus de Washington" et des pactes d'ajustement structurel imposés¹ par le FMI (austérité, privatisations, réduction des dépenses publiques) malgré l'évidence du désastre social de leurs conséquences. De tels "accidents" provoquent de graves troubles sociaux². Le cas de la crise Argentine depuis décembre 2001 en est l'exemple le plus récent.

Remarquons que l'affirmation de la neutralité de la monnaie vis à vis de l'économie a d'autant plus de chances d'être crue par le public qu'au

contraire des transactions simples (achats et ventes par des particuliers) qui sont faciles à identifier, les vastes mouvements monétaires qui font vraiment bouger les marchés, sont des transactions complexes effectuées sur ordinateur et élaborées dans le secret des tours d'ivoire des sociétés financières et autres fonds spéculatifs. Elles ne sont accessibles qu'aux initiés du "monde souterrain de la finance"³, lequel s'ingénie à les rendre secrètes.

- 4. autre conséquence de l'hypothèse selon laquelle tout échange n'est, sous le voile de la monnaie, qu'échange entre marchandises : **la loi des débouchés** de J-B Say qui affirme que *tout offre de marchandise crée sa propre demande*. Autrement dit, le montant des revenus distribués par la production est équivalent à la valeur de cette production et **l'équilibre général** de tous les marchés, affirmé par Léon Walras, se rétablit automatiquement grâce à la flexibilité des prix.

Cette loi des débouchés a été critiquée, par exemple par Jacques Duboin⁴ en ces termes : *«la loi des débouchés se résume simplement dans la constatation que les produits achètent les produits, ou, pour mieux dire, que les marchandises se servent mutuellement de débouchés... Mais Jean-Baptiste Say en tire cette conséquence imprévue, à savoir que la surproduction ne peut exister que dans une partie seulement de l'économie, et qu'il est facile d'y porter remède en augmentant la production dans les autres secteurs afin que les articles surproduits trouvent immédiatement un débouché. D'où il conclut que la crainte d'un engorgement général des marchés est pure chimère. En foi de quoi il faut toujours produire davantage, ce qui est le vrai moyen d'en terminer avec ce qu'on appelle improprement les crises économiques, car il ne s'en produira jamais si l'on sacrifie au dieu de la "productivité". Ce refrain est entonné aujourd'hui par tous les libéraux impénitents, car la loi des débouchés garantit, non seulement l'éternité au régime capitaliste, mais l'amélioration progressive de la condition de tous les êtres humains. Il n'y a qu'à produire davantage»...*

Cette façon de voir écarte d'office certains problèmes majeurs : d'abord la misère, qui est le lot de tous ceux qui n'ayant accès à aucun pouvoir d'achat sont écartés du marché, ensuite les retombées du *productivisme*, qui dans cette idéologie apparaît comme la panacée, et enfin les conséquences de la croissance, qu'elle suppose sans dégâts et sans limite.

1. Voir La monnaie IV FMI et dette du Tiers monde GR 1030, p.9.

2. Lire à ce sujet l'article de M. Naïm dans *Le Monde Diplomatique* de mars 2000.

3. Lire à ce sujet l'article de I. Warde dans *Le Monde Diplomatique* de novembre 2001.

4. dans *L'économie politique de l'abondance*, (1945).



2. KARL MARX.

La monnaie est pour K. Marx un porte-valeur, lié à la marchandise. Car ce n'est pas l'utilité d'un bien qui intéresse le capitaliste, ce n'est donc pas sa valeur d'usage, mais sa valeur d'échange, parce qu'elle est susceptible de grossir le capital, une fois la marchandise vendue. La monnaie étant ainsi liée à la marchandise, et étant acceptée comme équivalent général de toutes les marchandises, il faut la considérer elle-même comme une marchandise. Ainsi Marx s'accorde avec les classiques pour donner à la monnaie le rôle d'instrument d'échange, sans incertitude.

Mais il s'en distingue quand il montre le rôle que joue la monnaie dans l'accumulation du capital. Il souligne, en effet, que la monnaie n'a pas la même signification quand elle sert à acheter du pain et quand elle paie du travail humain. Dans le premier cas, elle est seulement un pouvoir d'achat. Dans le second, elle est un droit d'appropriation sur la capacité du salarié de créer de la valeur, et en cela, elle fonctionne comme un capital : elle dissimule donc un rapport social d'aliénation du travail. En effet, le travail acheté au salarié produit un fruit, et celui-ci devient la propriété de celui qui a payé le salaire. Si ce dernier parvient à vendre ce

fruit plus cher qu'il n'a dépensé, c'est lui qui perçoit la plus-value, donc ce profit semble né de son capital alors qu'il vient du travail du salarié.

De plus, en matérialisant la valeur créée par le travail, la monnaie réduit celui-ci à un acte vérial, elle le vide de son caractère créatif. Enfin, si le salaire suffit à peine au travailleur pour vivre, celui-ci est obligé de revenir travailler, donc d'enrichir l'employeur. Détenir plus ou moins de monnaie distingue celui qui détient un capital du pauvre bougre (terme de Pierre Bourdieu) qui n'a que sa force de travail.

Ainsi la plus-value est la source de toutes les sortes de profit, y compris les intérêts perçus par les créanciers, car ce n'est pas le sur-travail qui intéresse le capitaliste (contrairement au seigneur qui exigeait le travail de ses serfs), ni les marchandises produites, c'est leur valeur monétaire, c'est-à-dire la plus-value quand elle a été transformée, par la vente, en valeur monétaire.

Et c'est ainsi que les rapports sociaux, dans le système capitaliste, débouchent sur la marchandisation, la réduction de tous les actes humains à un acte marchand, de toute valeur humaine à une valeur marchande.

3. JOHN MAYNARD KEYNES.

Au cours des années 1930, Keynes constate que les préceptes libéraux sont impuissants à agir contre la montée du chômage. Il avance que c'est une erreur de ne pas tenir compte de l'incertitude qui pèse sur toute décision économique. Il en déduit quatre idées :

- 1. la monnaie est une forme de richesse plus liquide que toute autre : elle est immédiatement disponible, contrairement à un bien mobilier, à un terrain, à une machine, etc. Elle peut donc être conservée de façon passive (thésaurisée) et offre à son détenteur un choix d'anticipations. (Notons que cette qualité suppose que la monnaie ne se déprécie pas).

- 2. la préférence pour la liquidité qu'offre la monnaie dépend du taux d'intérêt auquel elle peut être placée : si ce taux est faible, on préfère la liquidité, d'autant qu'on peut supposer qu'il va remonter. L'intérêt apparaît ainsi comme une prime de renoncement à la liquidité.

On voit que la monnaie, parce qu'elle constitue l'actif le plus liquide de tous, donne à son détenteur la possibilité de spéculer. La monnaie source d'instabilité et d'incertitude est un *moyen de spéculation*.

Pour Keynes, tout "agent économique" a deux décisions à prendre quant à l'utilisation de ce qu'il reçoit : quelle part va-t-il consommer, quelle forme va-t-il choisir pour ce qu'il

épargne. Lorsque le taux d'intérêt baisse, les gens pariant qu'il va remonter, ne placent pas leur argent : il y a demande de spéculation. Et ce taux varie en fonction des décisions de la Banque centrale.

- 3. réfutant la théorie quantitative de la monnaie, qui ne serait vérifiée que si tous les facteurs de productions étaient employés (donc pas de chômage), Keynes pense que la monnaie joue un rôle sur la production et sur l'emploi. Il en déduit que lorsque l'économie souffre de sous-emploi, les autorités monétaires peuvent accroître la masse monétaire en circulation en baissant les taux d'intérêt, ce qui a pour effet de rendre plus rentables des projets d'investissements, qui, par un effet multiplicateur, augmenteront le revenu global.

- 4. constatant que l'incertitude ne débouche pas sur le chaos général, Keynes conclut que la stabilité est due à une sorte d'accord implicite : un certain mimétisme conduit chacun des agents économiques à adopter l'attitude du plus grand nombre, mais des conventions en sens inverse jouent en permanence, et c'est la stabilité qui l'emporte. L'action budgétaire de l'État (et la politique de l'autorité monétaire) d'un côté, la détention de la monnaie de l'autre, constituent des sortes de "digues" qui protègent de l'incertitude radicale, mais sans l'éliminer...

Concluons ...

qu'il faut évoluer !

Comme le souligne J-M Harribey¹ Professeur de sciences économiques et sociales à l'Université Bordeaux IV, c'est Marx qui a dénoncé le premier le processus capitaliste qui réduit l'être humain à une marchandise dont l'utilisation doit procurer un profit au capital. Or cette marchandisation s'étend maintenant, sous la pression néolibérale, au point d'envahir tous les domaines. La convoitise capitaliste s'est d'abord fixée sur les richesses naturelles (la terre, puis l'eau, les minerais, le pétrole ... bientôt l'air?), mais avec l'Accord Général sur le Commerce des Services² (AGCS) c'est maintenant la santé, la science, dont celle du génome des espèces (brevets sur le vivant, qui en réservent l'usage à quelques laboratoires pharmaceutiques), l'éducation, la culture, l'information, etc., qui deviennent la cible d'une exploitation exclusive et rentable au bénéfice de quelques grandes entreprises d'envergure mondiale. Le prétexte invoqué est que les mécanismes du marché permettent de satisfaire tous les besoins humains... ce qui est évidemment faux, puisque le marché ne prend en compte que les besoins *solubles*, c'est dire qu'il ne s'intéresse, parmi les humains, qu'à ceux qui ont de l'argent ou qui parviennent à se vendre eux-mêmes. Les milliards d'êtres humains qui n'ont pas accès à l'eau potable en sont, par exemple, la preuve flagrante.

Keynes et Marx ont en commun d'avoir montré le rôle de la monnaie dans l'économie capitaliste en soulignant que, *sans création monétaire l'accumulation serait impossible*. En effet, au cours d'une période donnée, le capital ne pourrait pas récupérer, quand il vend la production, plus que les avances qu'il a faites (en salaires et autres moyens de production). Pour réaliser un profit accumulable, à l'échelle globale, il faut donc que soit mise en circulation une quantité de monnaie supérieure à celle qui correspond à ces avances faites à la production, et c'est cette création monétaire qui permet aux propriétaires des moyens de production de transformer en capital la plus-value qui est produite par le travail. Ainsi, par le crédit, le système bancaire anticipe le profit monétaire et il permet au capital de se l'approprier au moment de la vente des produits.

L'analyse de Marx éclaire la spéculation financière, ajoute J-M Harribey, en montrant que le capital tire des profits de deux façons. D'une part les actionnaires s'approprient la plus-value du travail des salariés et d'autre part ils peuvent tirer une plus-value purement financière

en revendant leurs actions plus cher qu'ils ne les ont payées, et ceci dans trois cas : 1) si les profits de l'entreprise ont augmenté son capital; 2) si les acheteurs anticipent des profits à venir et 3) grâce à la croyance répandue qu'une tendance à la hausse des cours financiers se poursuit. Ce troisième cas est purement spéculatif : le gonflement correspondant de la **bulle financière** ne représente en effet aucune richesse réelle puisqu'il suffit que tous les boursicoteurs cherchent à vendre simultanément les mêmes actions pour que le cours de celles-ci s'effondre. Mais tant que la bulle enfle, tant que les cours montent, les actionnaires voient grossir leur capital à un rythme qui est même devenu très supérieur à l'accroissement de la production réelle. Il ne s'agit évidemment pas d'un miracle, mais de la manifestation de l'optimisme des capitalistes, par exemple à la perspective de "restructurations" (licenciements, délocalisations, flexibilité et précarité accrues) qui leur font escompter une compression des coûts salariaux, donc plus de profits, alors ils parient que les cours vont monter : on voit bien que derrière la spéculation boursière il y a cette exploitation capitaliste.

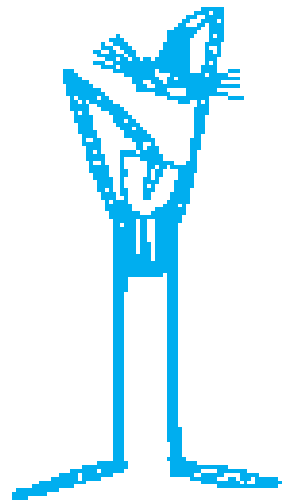
Quant à la solution de Keynes pour mettre fin au chômage, l'augmentation de la production, elle reflète un point de vue purement économique, en ce sens qu'il n'envisage aucune limite à la croissance, aucun obstacle, d'ordre écologique par exemple. On ne se demandait pas, à son époque, si le développement serait indéfiniment "soutenable"...

À la lumière de cette revue des principales théories monétaires, on comprend comment le capitalisme *implique une société de consommation*.

Vendre est un impératif pour le capital, au mépris, le cas échéant, des droits de l'homme ou de l'environnement quand ces droits sont susceptibles de rendre la vente moins profitable.

Il est donc vain de chercher à réparer les effets de la course au profit, par exemple sur l'environnement. Autant vouloir remplir le tonneau sans fond des Danaïdes, car tant que perdureront les motivations de cette course, d'autres effets semblables se multiplieront. C'est l'organisation économique de la société qu'il faut changer afin que la recherche d'un profit financier cesse d'être l'objectif de toute entreprise. Reste à imaginer comment lui substituer le souci de satisfaire en priorité les besoins de première nécessité pour toute l'humanité. Tel est bien le sens de nos propositions.

M-L Duboin.



1. Voir son cours à l'Université d'été d'Attac, Arles, août 2001.

2. Sur l'AGCS, lire par exemple : «Après l'AMI, l'AGCS», par G. Pons GR 1005, p.2; «L'AGCS, c'est reparti», par J-P Mon, GR 1011, p.6.



De découvertes en découvertes, la moisson de Paul Vincent

Je sais le temps que cela prend d'écrire et j'ai honte de le gaspiller quand je vois tout ce que d'autres ont écrit avant moi de plus intéressant ou de plus utile. Si l'on songe à toutes les idées inexploitées dormant au fond des bibliothèques, on peut en effet avoir mauvaise conscience. C'est ce sentiment de culpabilité qu'exploite cette publicité inscrite au fronton du Palais de Chaillot pour attirer la clientèle dans ses différents musées :

*Il dépend de celui qui passe
Que je sois tombe ou trésor
Que je parle ou que je me taise...*

Paul Valéry

J'ai encore le bonheur de parfois découvrir, soit par moi-même, soit grâce à des étudiants ou autres chercheurs s'intéressant au passé, ce qui est souvent bien utile pour mieux comprendre le présent, des individus méconnus ou aujourd'hui oubliés, mais dont les idées ne sont pas du tout anachroniques.

Un de mes amis retraités, passionné par ce personnage dont il est en train d'écrire la biographie, m'a ainsi révélé l'existence d'un certain Abbé de St Pierre qui, dans son «*Projet de paix perpétuelle*» publié en 1713, préconisait déjà une confédération des États européens.

Et si je connaissais tous les grands noms qu'il est bon de citer quand on évoque le "Siècle des Lumières", je n'avais jamais entendu parler de Gabriel Bonnot de Mably. C'est tout récemment que je l'ai découvert, dans l'ouvrage d'une historienne contemporaine, Florence Gauthier, qui montre que ses idées étaient parmi les plus progressistes de celles avancées à l'époque. Auteur «*Des droits et des devoirs du citoyen*» (1758) et «*De la législation ou principes des lois* » (1776), il est un théoricien des Droits de l'Homme, mais il avait aussi compris l'importance de l'économie. Il dénonçait déjà les dangers de ce qu'il appelait la liberté économique et que nous appellerions aujourd'hui le libéralisme, l'estimant antinomique de la liberté politique et de la liberté tout court. Il y voyait une course effrénée (au sens étymologique) à l'enrichisse-

ment, qui conduisait à la guerre, à la colonisation, et pour finir à l'esclavage. Il mourut en 1785, quatre ans avant la réunion d'États Généraux qu'il appelait de ses vœux depuis 30 ans, les considérant comme le nécessaire point de départ de réformes, et qui furent en fait celui de la Révolution.

*

Thomas More eut le bonheur, dès 1516, d'inventer le mot "Utopia", comme Claude Monet eut celui d'avoir baptisé "Impression" l'une de ses œuvres, mais le désir "utopique" d'inventer ou de ressusciter un monde meilleur est présent en maints endroits dans la littérature du "Siècle des Lumières", dans Robinson Crusoé (1719), les Lettres Persanes (1721), les Voyages de Gulliver (1726), ou chez Jean-Jacques Rousseau, dont je n'avais pas jusqu'ici attaché d'intérêt particulier au fait qu'il eût été précepteur chez un certain Monsieur de Mably.

Par définition, "l'utopie" c'est ce qui paraît impossible ou que l'on a décidé qu'il l'était, cela dans des conditions données, c'est-à-dire à un moment de l'Histoire. Mais les conditions peuvent changer ou les décideurs en décider autrement. Mieux vaut être utopiste que fataliste ou résigné, surtout au malheur des autres, tel Casimir Périer (1777-1832), banquier et homme politique "libéral" qui, Président du Conseil de Louis-Philippe, réprima durement les insurrections ouvrières à Paris et à Lyon, et qui déclarait à l'époque : «*Il faut que les ouvriers sachent bien qu'il n'y a de remèdes pour eux que la patience et la résignation.*»

C'était, pensait-il, peu leur demander, étant donné que leur vie était très courte.

À une époque où l'on avait fini par bien vouloir se passer du travail des esclaves, il restait en effet, paraît-il, impossible de pouvoir se passer de celui des enfants. Les progrès techniques et les gains de productivité ne parvenaient pas à eux seuls, faute de volonté politique, à faire évoluer cette situation. Mais il y eut la défaite de 1871 et le sentiment pour certains que si on voulait avoir de bons soldats aptes à mourir pour la Patrie, il ne fallait pas les tuer au travail à partir de 8 ans. C'est alors qu'une loi de 1874, que ceux qui la votèrent à regret qualifièrent de "hautement philanthropique", fit passer cette limite d'âge de 8 à 12 ans.

En dépit de certains effets bénéfiques des guerres, et même comme on le voit des défaites, des utopistes, tels l'Abbé de St Pierre, s'étaient par-

ERRATUM

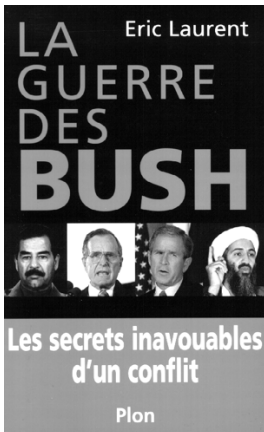
Une coupure dans la mise en page de notre dernier numéro a supprimé fort malencontreusement la dernière ligne de l'article de R-L Junod à propos de l'écrivain Jean Ziegler. Cette ligne contenait les deux mots du titre.

Voici ce dernier paragraphe en entier :

J'ai fait découvrir à Jean Ziegler l'existence du distributisme, capable de supprimer la misère dans l'abondance et lui en ai exposé les thèses. Il m'a aussitôt répondu que «*ces idées novatrices donnent de l'espoir*» et que nous avons là «*une mission essentielle*».

fois permis de vouloir instaurer la paix universelle. On crut que c'était chose faite, après la "Dernière Guerre", avec la Société des Nations puis, après la suivante, avec les Nations Unies. Cette fois encore, il semble bien que c'est raté, et par la faute de leur créateur. Mais il faudra encore essayer et ne pas se résigner, je l'espère, à considérer que c'est une utopie. Plus la réalité est insupportable, plus il faut essayer de faire preuve d'utopie créative.

*



Puisque me voici ramené à l'actualité, je vais aussi parler un peu de mes lectures concernant celle-ci.

Le livre d'Eric Laurent "La guerre des Bush" est remarquablement plus documenté sur les prises d'intérêt, participations croisées ou transferts de capitaux entre filiales concernant les capitalistes américains

(dont la famille Bush et son entourage), les capitalistes saoudiens (dont la famille Ben Laden), ou plus anciennement les capitalistes allemands (dont Fritz Thyssen du temps du nazisme), que *Les Echos* ou *La Tribune* le sont concernant les galaxies de Jean-Marie Messier ou de Jean-Luc Lagardère. La lecture de cette partie du livre est pourtant tout aussi fastidieuse que la lecture des dits journaux financiers et il est difficile de se faire une opinion définitive sur une partie qui est loin d'être terminée.

Ce qui m'a par contre beaucoup intéressé, c'est d'y découvrir avec le recul nécessaire certains aspects méconnus de la guerre de 1940. D'apprendre que General Motors avait racheté Opel en 1929, et que pour le remercier de la contribution de sa filiale à l'effort de guerre allemand, Hitler avait décoré en 1938 de l'aigle d'or de première classe le "Chief Executive" de General Motors. C'est l'époque où il nous est reproché aujourd'hui par les Américains d'avoir été "munichois". Cependant, durant toute la guerre, ceux-ci continuèrent de siéger au conseil d'administration d'Opel. Cela n'épargna pas à leurs usines d'être bombardées, mais General Motors obtint des réparations du gouvernement américain pour les dommages ainsi causés à sa filiale. Des démarches furent entreprises en ce sens dès le lendemain de la guerre. En 1945 cela passait mal et ils durent se battre encore pendant plus de 20 ans, mais en 1967 ils finirent par obtenir satisfaction. Cela fait toujours plaisir de savoir qu'il y a des histoires qui se terminent bien !

*

Enfin, pour faire ma B.A. et participer à la lutte contre l'antiaméricanisme et l'antisémitisme, je proposerai à votre admiration un juif américain qui fait honneur à ces deux appartenances, le linguiste Noam Chomsky. Comme d'autres universitaires de chez nous, tel le mathématicien Laurent Schwartz, le naturaliste Théodore Monod ou le généticien Albert Jacquard, il est sorti de sa spécialité pour systématiquement élever la voix contre tout ce qui choquait sa conscience. On reparle de lui avec la guerre d'Irak, comme on en avait parlé au moment de la guerre du Vietnam, mais il avait aussi crié son indignation avec véhémence, malheureusement de façon plus isolée, lorsqu'à partir de 1975 l'Indonésie avait envahi le Timor oriental après le départ des Portugais. Il accuse le gouvernement américain d'avoir alors laissé faire une opération qui s'est transformée en un génocide. Gérald Ford et Henry Kissinger étaient à Djakarta le 5 décembre, et l'invasion avait commencé le 7. C'était bien ennuyeux pour les sensibilités américaines qu'on laissât des musulmans s'en prendre à des chrétiens, mais ils avaient par le passé tellement massacré de communistes qu'ils méritaient bien qu'on leur en tint compte, et ils avaient aussi du pétrole.

Loin de l'anecdote historique, Noam Chomsky a étudié en chercheur les mécanismes de la manipulation des opinions publiques, sujet de son plus célèbre ouvrage, dont on peut traduire le titre en français par "La fabrication du consentement". C'est ce qui donne le plus à réfléchir aujourd'hui, lorsqu'on voit le monolithisme des opinions exprimées par exemple dans les media américains, et doit nous mettre en garde contre la concentration des media aux mains de gens dont le souci pourrait ne pas toujours être en priorité l'information objective et la manifestation de la vérité.



Jacques Robin et René Passet, que nos lecteurs connaissent bien, ont eu l'excellent idée de prolonger la réflexion engagée dans le N°3 de la revue *Transversales/science-culture* que nous avons analysée dans notre numéro de février (GR 1029 : *Réformisme radical ?* par M-L Duboin, pages 3 et 4, et *En route vers une nouvelle économie*, par R. Poquet, pages 5 et 6) en réalisant un ouvrage intitulé :

SORTIR DE L'ÉCONOMISME

On y dénombre une trentaine de contributions prestigieuses organisées autour de quatre thèmes : ce qu'est l'ère informationnelle dans laquelle entre l'humanité, quel regard cette mutation nous invite à porter sur les activités humaines, quelles perspectives nous ouvre une économie plurielle, et notamment une économie distributive (citations de J. Duboin à l'appui), et la nécessité d'en appeler à une logique de l'humain pour dessiner les contours d'une gouvernance mondiale.

Un ouvrage clair, lumineux et d'une richesse incalculable.

R. P.

Éloge du chaos

par Gérard Henri Brissé

« Il y a sans doute des guerres justes, mais il n'y a pas de guerres propres », écrivait André Malraux. Tant il est vrai que l'on évoque toujours une "sale" guerre, et cette remarque vaut en particulier pour l'agression américaine contre l'Irak. Quant à la "justesse" des engagements militaires, évidemment réalisés à titre "préventif", l'Histoire démontre amplement, à condition de la relire avec des yeux neufs, leur parfaite vanité, et l'évanescence à terme des empires fondés sur l'usage de la force armée.

De là à avancer, comme Emmanuel Todd¹, que l'empire américain est voué "à la décomposition", il n'y a qu'un pas que la raison nous incite à franchir... avec discernement.

Il est à redouter que l'exécutif minoritaire installé à Washington engendrera encore beaucoup de nuisances avant de parvenir à récipiscence. Quand l'exercice du pouvoir se meut en folie conquérante, mêlant tout à la fois un mysticisme ravageur aux avancées technologiques foudroyantes, à des intérêts particuliers très contestables, et un appétit de puissance sans garde-fous démocratiques suffisants, il n'a de limites que dans sa propre autodestruction, ou dans la dérision du type du Watergate qui mit un terme aux ambitions démesurées d'un Richard Nixon. Ces limites peuvent trouver leurs sources dans une prise de conscience de l'opinion publique américaine, dont les manifestations massives en faveur de la paix furent systématiquement passées sous silence par le pouvoir en place et une large part des médias; ou encore, dans une crise majeure, économique et financière. Les engagements militaires sur plusieurs fronts dans des contrées lointaines liés à l'utilisation d'armements modernes ultra-sophistiqués ont un prix, qui se chiffre en milliards de dollars. S'y ajoute le gouffre financier lié au développement d'un ruineux système de missiles anti-missiles. Combien de temps encore la machine économique américaine, déjà minée par un déficit budgétaire de plusieurs centaines de milliards de dollars, pourra-t-elle alimenter le Moloch ?

Certes, dans une économie en récession, le recours à la guerre fait tourner les entreprises du complexe militaro-industriel, bien introduit au sein du pouvoir; son engagement massif de type mafieux dans la prétendue "reconstruction" de l'Irak va certes contribuer à maintenir artificiellement une activité et renforcer encore le clan des "faucons". Mais pour combien de temps ? Déjà s'est engagée une redoutable fuite en avant; après l'Irak, qui ? la Syrie ? l'Arabie Saoudite ? l'Égypte ? le Sud-Liban ? la Lybie ? le Yémen et, pourquoi pas, le Pakistan, en guerre permanente avec l'Inde par Cachemire interposé ? Avec cette autre cible potentielle que constitue la RPD de Corée, puissance supposée atomique

surtout armée d'une redoutable capacité de chantage, nous entrevoyons clairement l'échéance où la puissance nucléaire chinoise, sombrant une fois de plus dans la phobie de l'encerclement, risque de peser lourd dans un conflit planétaire, à hauteur de l'année 2006.

MENSONGES,

MANIPULATIONS ET HYPOCRISIE

Certes, le régime du parti Baas, qui trouva sa source à Damas en Syrie, mais sut s'installer durablement à Bagdad, n'était pas un modèle de démocratie, au sens où on l'entend à Washington D.C.. S'agissant de Saddam Hussein, descendant autoproclamé du roi Nabuchodonosor, nous pourrions poser la question : qui t'a fait roi ?

Lorsqu'il s'agissait de contrer par la force, au prix d'un million de morts, l'expansion du chiisme iranien de Khomeiny (qui concerne à 60 % la population irakienne) à partir de 1980, l'Occident tout entier, à commencer par les États-Unis d'Amérique, ne tarissait pas d'éloges à l'égard du rais irakien, en lui livrant à profusion des armes dites de destruction massive, une centrale atomique, des armements chimiques et bactériologiques ainsi que leurs vecteurs. Ces mêmes armes qu'une équipe d'experts mandatés par l'ONU tenta à deux reprises (ô ironie de l'Histoire) à partir de 1991 puis en 2003, d'éradiquer et de détruire.

Entre parenthèses, l'Irak est-il le seul État, pour ne considérer que la région proche et moyen-orientale, à détenir de telles armes — du reste interdites par les conventions internationales ? Même après l'intervention sur le terrain des GI's, on attend toujours des preuves de leur présence réelle sur le territoire irakien ! Quant au renversement par la force du régime de Saddam Hussein, il n'était nullement prévu dans la résolution 1441 du Conseil de Sécurité de l'ONU ! Comme la plupart des "casus belli", celle-là résulte donc du mensonge et d'une grossière manipulation. Dénoncé comme tel par la France et l'Allemagne, la Russie et la Chine, en bref, par une majorité des États représentés au Conseil de Sécurité. Un constat s'impose, le taux de réussite en termes de démocratie à travers le monde n'est pas très flatteur, comme le rapporte le *Courrier International* du 27 mars 2003, citant le journal *The Christian Monitor* de Boston. Partout où le grand frère yankee s'est engagé pour imposer "sa démocratie", autrement dit un régime conforme à ses intérêts de superpuissance, il n'a engendré, citations et exemples à l'appui, que ruines et deuils, la plus grande misère et le chaos.

Et cette échéance se vérifie une fois de plus au Moyen-Orient, et particulièrement dans un Irak transformé en champ de ruines, où les tués se chiffrent à plusieurs dizaines de milliers, s'ajoutant

1. Dans *Après l'Empire*, éditions Gallimard, 2002.

aux 500.000 enfants victime d'un embargo imbécile. Une grave incertitude pèse sur l'avenir politique de ce pays, autrefois riche et puissant, livré aux règlements de comptes sanglants, au pillage organisé, y compris de ces trésors de l'Humanité que sont les musées, les bibliothèques, regorgeant de l'héritage des plus antiques civilisations, et où les seuls biens préservés par les puissances occupantes sont les installations pétrolifères... et le ministère du Pétrole !

RETOUR EN ARRIÈRE

Quelles leçons doit-on tirer de cet épisode peu glorieux de l'histoire de l'Humanité ?

- Que cette démarche s'inscrit en droite ligne des hauts faits d'armes qui confirment sur le terrain la loi du plus fort.

- Que la force continue à primer le droit, en particulier le droit international. La charte de l'ONU organisation pourtant créée après la Seconde Guerre mondiale sur l'initiative des États-Unis d'Amérique, est bafouée. Une superpuissance s'arroge seule le pouvoir d'agresser une autre nation, sans que rien ni personne ne puisse s'y opposer. Quand je vois certains politiciens se réjouir ouvertement de cette "victoire", cela me donne la nausée et me rappelle irrésistiblement une autre époque, il y a un peu plus d'un demi-siècle. Ce sont toujours les États qui continuent à se faire la guerre ou à conclure des alliances et non une autorité supérieure aux États, élue démocratiquement, qui régule l'ordre mondial. Singulier retour en arrière !

- Que cette opération militaire minutieusement programmée depuis l'origine par ses promoteurs comme une guerre à caractère "préventif", inévitable et inéluctable, sous couvert de défense de "la démocratie", de la défense des libertés fondamentales, des droits de l'Homme, etc. fut placée délibérément sous le signe du mensonge, de l'intox, de la manipulation.

- Qu'elle renoue avec l'esprit des grandes conquêtes coloniales. La puissance coloniale délègue sur place ses satrapes, nomme un pro-consul chargé d'administrer le peuple conquis, soumis à sa loi, délègue ses propres entreprises qui réaliseront de gros profits avec l'exploitation des richesses irakiennes placées sous le contrôle exclusif des firmes yankees.

Pendant que les Yankees s'acharnent à démolir et à dépecer à leur profit exclusif ce qui reste de l'Irak, 23 millions d'habitants du Malawi sont victimes d'une grave famine et plus d'un millier périssent dans le ventre diamantifère de la R.D. du Congo, victimes d'une guerre civile absurde et d'actes d'anthropophagie. Quelques faits divers, en somme...

QUEL AVENIR ?

De bons esprits nous ont prédit, en ce XXI^{ème} siècle, l'entrée dans l'ère pacifique du Verseau. Je constate que l'on est rarement allé aussi loin dans la barbarie. Celle-ci se niche là où on l'attend le moins. Sous le prétexte, celui des puissants, qui consiste à diviser pour régner. Au nom du bien, pour combattre le mal,

quand la ligne de partage entre ces deux concepts se situe entre le triomphe de la vie sur les pulsions de mort. Préserver la vie, est-ce lâcher des missiles et des bombes sur des populations entières ? Rétablir la liberté, est-ce condamner des peuples entiers à la précarité, voire à la famine, pour mieux les secourir ensuite ? Servir Dieu, le dieu de *ceux qui croient au Ciel et ceux qui n'y croient pas*, selon la formule d'Éluard, est-ce asservir son prochain au nom de la liberté, ou affirmer au quotidien une solidarité vraie avec son prochain ? Le Dieu de George W. Bush serait-il si différent de celui du Pape Jean-Paul II ? «*Dieu est dieu, nom de dieu*», ou alors Mammon ou le Veau d'Or !

Prêcher la conciliation, la libération et la paix, est-ce promouvoir délibérément la guerre civile, le pillage organisé, la gestion d'un État par un militaire-président d'une industrie d'armement ? Encourager un quarteron d'exilés corrompus à prendre le relais d'un régime dictatorial ?

Pendant ce temps, Israéliens et Palestiniens continuent à s'étriper, et chaque jour apporte sa cohorte de cadavres, spectacle morbide auquel l'opinion finit par s'accoutumer. Là encore, le grand commun diviseur prêche une réconciliation à sens unique, livrant en sous-main des armes aux uns et préconisant ailleurs un changement de régime. Jamais les Israéliens n'accepteront un abandon de territoires livrés à l'exploitation de leurs colons. Jamais ils ne toléreront le retour de quelque 3 millions d'exilés palestiniens, la plupart installés en territoire jordanien. La frontière entre Palestine et Israël est mouvante et les territoires des uns et des autres ressemblent fort à une peau de léopard. Bâtir la paix sur des considérations territoriales relève de l'utopie, hélas hyper-meurtrière.

Il devient urgent de réapprendre aux Palestiniens et aux Israéliens, tous issus dans leur majorité de la même race sémite, à vivre et travailler ensemble. Sur une base confédérale, avec un statut particulier pour Jérusalem.

J'aurais souhaité qu'un parti politique ait le courage de présenter ces perspectives de bon sens. Le rétablissement d'un ordre de paix et de stabilité au Proche et Moyen-Orient ne pourra se faire aussi longtemps que n'aura pas été résolu le conflit israélo-palestinien. L'ONU n'étant habilitée à résoudre que les conflits entre États, la première étape est celle de la promotion d'un État palestinien.

Il appartient tout aussi bien à l'ONU d'intervenir efficacement dans la reconstruction de l'Irak. De cette capacité d'intervention dépendra pour une large part le sort de l'Organisation Internationale, dont le siège devrait être transféré en pays neutre, la Suisse par exemple.

Quant à la paix mondiale, elle n'aura de chance de devenir réalité que lorsque les pacifistes du monde entier, qui ont révélé à plus de 80 % leur force par des manifestations monstres organisées un peu partout, jusque dans les pays arabes et aux États-Unis, obtiendront la représentation à laquelle ils ont droit dans le cadre d'une Assemblée constituante des Peuples, ■ ■ ■

prélude à une authentique Organisation des Peuples Unis - OPU - avec ses filiales continentales.

L'Europe, "la vieille Europe" comme l'interpellent sur un ton méprisant les "faucons" yankees (mais à notre avis, c'est plutôt un compliment) l'Europe dis-je, doit recouvrer un rôle central dans ce processus de paix et de reconstruction. Il est vrai que dans la confusion des genres, on ne fait pas mieux. Hier reçus en libérateurs, les Américains sont perçus aujourd'hui comme des envahisseurs et des oppresseurs. L'Allemagne de la première moitié du XXème siècle, alors ennemi numéro un, nous accorde son amitié et affiche ouvertement ses opinions pacifistes. L'Europe est une construction atypique à constantes variables: outre-Manche, il y a l'Angleterre, tantôt "perfide Albion", tantôt adepte de "l'entente cordiale", selon les circonstances. Le Royaume-Uni demeure nostalgique de l'Empire et la Grande-Bretagne regarde outre-Atlantique.

L'histoire a par ailleurs enseigné aux pays de l'ex-Europe de l'Est la méfiance, tant vis-à-vis de la grande Allemagne que de l'ex-Union Soviétique. En Tchéquie, le problème des Sudètes, région naguère annexée par le Reich, est toujours dans les mémoires tandis qu'en Pologne, on se rappelle que Gdansk, autrefois Danzig, et son arrière région, étaient allemandes. Les Accords de Yalta consacreront la domination de l'Union Soviétique et la France d'alors fut bien impuissante à apporter une aide concrète à ces pays qui voient d'un mauvais œil une alliance germano-russe. Cette méfiance ne durera qu'un temps; il ne sert à rien de montrer du doigt ces pays; le plus important est de les associer à la construction d'une Europe suffisamment indépendante pour venir endiguer l'hégémonisme yankee et participer activement à travers l'ONU et ses institutions spécialisées à la construction de la paix au Moyen Orient.



L'Argentine s'émancipe

par Renaud Laillier

La situation sociale en Argentine fait l'objet de très peu d'informations. C'est dommage, parce qu'un témoignage comme celui de Miguel Benasayag, que France-Culture a diffusé le 12 mai dernier alors qu'il rentrait de ce pays, était fort instructif.

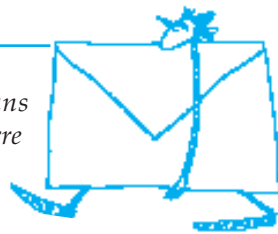
L'Argentine est en effet un cas d'école politique et sociale, parce qu'un an et demi après la dévaluation du peso et les insurrections qui ont renversé quatre gouvernements l'un après l'autre, on pouvait s'attendre à un chaos délirant. Et il n'y a pas eu de chaos. Certes, la misère, qui existait bien avant les événements, est toujours là, mais alors qu'on faisait semblant de ne pas la voir, maintenant, on la regarde, et ça fait une grande différence. Car si le chaos n'a pas eu lieu c'est parce que le tissu social a tenu grâce aux réseaux de solidarité et à des expériences extrêmement intéressantes. Il y a maintenant une multitude d'organisations populaires diverses et variées, de terres occupées, et des centaines et des centaines d'usines qui se gèrent elles-mêmes. Non seulement de petits ateliers artisanaux, mais aussi de très grandes usines, une compagnie aérienne et même un très grand hôtel de Buenos-Aires fonctionnent en autogestion.

Et ces entreprises ont réussi le tour de force de faire des bénéfices. Pourquoi ? Parce qu'au moment de la dévaluation leurs productions se sont substituées aux importations, de sorte que c'est celles qui produisent à l'intérieur de l'Argentine qui font des affaires, au point que leurs bénéfices surprennent leurs anciens patrons : ils les avaient abandonnées à cause de la crise !

Or tout ceci paraît invisible tant aux politiciens, même de gauche, qu'aux universitaires et à la plupart des journalistes. Mais pas aux banquiers qui, eux, voyant un mouvement d'envergure, offrent à ces protagonistes sociaux des mini-prêts, ils tentent ainsi de participer au mouvement avec l'espoir de le rendre réversible (s'ils les font tomber dans le panneau).

La question qui se pose en cette période d'élections en Argentine concerne le rapport possible entre ces mouvements sociaux et le pouvoir central, le pouvoir représentatif et les élections.

On pourrait penser que l'exemple de Lula au Brésil est la solution. Tel n'est pas du tout le choix des Argentins. Ils se sont absolument détournés de toute issue politique classique, et des élections représentatives. Menem, le candidat du plan d'austérité, du diktat du FMI et de l'armée dans la rue pour réprimer tout mouvement populaire, se retire et Kirchner, un ancien proche des Montoneros, la gauche péroniste, rassemble les démocrates. Mais ni la rue, ni les journaux argentins ne font référence à Lula, ils préfèrent rappeler ce qui s'est passé il y a un an en France en disant : «Menem-Kirchner c'est Le Pen-Chirac...» Ce qui est présenté comme un signe de dérision envers ce qu'est devenu le politique, des pantalonades sans intérêt à côté de ce qui se passe dans la société argentine. Car si les Argentins arrivaient à créer des rapports sociaux, économiques et financiers féconds, et à déjouer les ruses des banquiers, ce serait la plus belle chose qui puisse arriver ici-bas. Les grands médias friqués sont de plus en plus à côté de leurs pompes en ces temps de grandes incertitudes, que d'ailleurs ils cultivent.



J'ai trouvé ce GR 1029 de février particulièrement remarquable. J-P. Mon a bien raison d'écrire que l'on ne va pas pleurer sur le sort de Dassault s'il perd quelques marchés, même si la sacro-sainte croissance doit en souffrir. À ceux (je pense surtout à de nombreux journalistes) qui se réjouissent toujours des bienfaits des ventes d'armes pour la croissance et l'emploi, on pourrait faire la proposition suivante. Un pays A, quel qu'il soit, fabrique des armes et les vend à un pays B. Puis l'ONU envoie ses inspecteurs dans le pays B, quel qu'il soit, pour détruire lesdites armes. Il faut donc reprendre au début, ce qui entraîne un cycle de production-destruction, soi-disant bon pour la croissance et pour l'emploi, qui ne nécessite pas de déclencher des guerres et ne fait donc pas de victimes innocentes.

Comme à son habitude, M-L. Duboin excelle à parler des travaux de ses collègues mettant en avant les méfaits du système actuel pour, tout doucement, démontrer au lecteur la pertinence, voire la nécessité, de l'économie distributive. Son article est admirablement complété par celui de R. Poquet qui reprend et développe l'analyse de la contribution d'A. Gorz.

Le fait que les entreprises ne vendent plus les marchandises pour leur valeur d'usage, mais pour une valeur symbolique peut, à mon sens, être rapproché du formidable accroissement des dépenses de publicité... À titre d'exemple, on peut citer les publicités pour les lessives qui ont depuis bien longtemps cessé de vanter le pouvoir de lavage de leur produit pour mettre en avant leur caractère biodégradable ou leur parfum quand ce n'est pas tout bonnement les prétendues qualités de l'emballage. Un rapide coup d'oeil sur les innombrables panneaux publicitaires suffit à voir qu'il en est de même pour le lait, les voitures et le reste. Ce processus peut s'expliquer par la substitution de la valeur d'usage par une valeur symbolique. Il est en effet autrement plus difficile de faire acheter à quelqu'un une voiture parce qu'elle est esthétique plutôt que rapide, même si toutes les voitures atteignent maintenant des vitesses supérieures à celles autorisées. De même, il ne doit pas être aisé de convaincre quelqu'un, satisfait de la lessive qu'il utilise, d'en changer sous prétexte de nouveauté... Bravo aussi à M. Paradelle qui ose critiquer Ignacio Ramonet. S'il est en effet

courant et facile, lorsqu'on veut mettre en cause le système libéral actuel, de démanteler les arguments des partisans du libéralisme sauvage, il est beaucoup plus rare que quelqu'un ait le courage d'aller débusquer ce qui relève d'une pensée unique dans les écrits ou propos de ceux qui passent pour être des défenseurs de l'altermondialisation. Insister davantage serait paraphraser M. Paradelle mais, à lire la citation d'I. Ramonet, on a l'impression que ce dernier ignore que les fameux acquis sociaux dont il parle ne résultent pas de la générosité de l'État mais des luttes menées par les générations précédentes. La manière de décrire l'évolution de la terre proposée par B. Vaudour-Faguet m'a également beaucoup intéressé. Cette réduction qu'il démontre est en effet un concept que je n'avais encore jamais lu nulle part mais qui est tout à fait justifié et gagnerait à être largement diffusé.

C.E., Strasbourg.

* * *

Ce GR 1030 de mars me plaît pour les Camorces de réflexion plus expérimentales : Roger Winterhalter a-t-il des professions libérales dans ses altermondiaux ? Je suis curieux des SCOP de Mondragon. La précarité et l'intérêt de son expérience est que des personnes ayant par ailleurs un job assuré pourraient participer par exemple pour 2/3 d'un bon salaire et 1/3 de leur temps : l'expérience de ce risque partiel-pour-les-plus-riches aurait au moins deux avantages 1) une respectabilité de "stabilité" et 2) une possibilité de tester en réel cette difficile affaire de double système monétaire. Roger Winterhalter est-il d'accord ? Ces problèmes pratiques sont décisifs pour une telle expérience.

Autres remarques : 3) l'essentiel reste de produire, et utilement. Au fond, pour un début, les Mulhousiens ont intérêt à s'associer avec au moins un auditeur d'entreprises (artisans-paysans-PMI ?) ayant l'esprit vif et un peu averti des modèles de crédit. Il est intéressant que cette expérience se rêve en ce 2003 sinistre où les bons jobs "garantis" se révèlent menacés par le système de fric qui roule et qui amasse pour les émetteurs-bancaires... et pour ceux qui les soutiennent (cf Mer à l'Assemblée nationale ce 12 mars "acteurs économiques en apnée"); 4) ED = "économie + comptabilité + social", et, sans un petit bureau de comptes-et-prévisions, les gars de RW vont souffrir. Voir à ce sujet l'écovillage Danois décrit par

Ruth Stebassy dans l'émission Terre à Terre de France-Culture.

P.V., Issy les M.

* * *

Débat sur l'AGCS. Ce qui se profile est horrible certes mais, à mon avis, l'attitude corporative des agents de la fonction publique en matière de salaires, retraite... donne de l'eau au moulin de la privatisation.

Ils font trop souvent l'amalgame entre la défense du service public et leurs intérêts catégoriels. Ils se donnent ainsi une fausse bonne conscience. Ils devraient écrire sur leurs tracts : « Nous réclamons d'abord l'alignement du privé sur le public et ne réclamerons rien pour nous tant que ce ne sera pas fait car nous avons conscience que nos avantages actuels pèsent sur nos collègues du privé par l'impôt ».

Quant aux distributistes, ils ne doivent pas non plus se retrancher derrière "leur solution". C'est trop facile.

Je regrette que dans la GR la réflexion n'échappe pas à cette critique. Je me demande quelle est la proportion d'adhérents qui, comme moi, n'ont jamais été dans la fonction publique.

G.G., Corenc

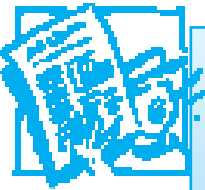
RÉPONSE. Diviser pour régner, la campagne orchestrée par le Medef réussit avec vous : vous apportez de l'eau au moulin de l'AGCS et la privatisation de tous les services publics.

Que n'avez-vous suggéré leurs tracts aux salariés du privé en 93 quand E. Balladur a détruit l'alignement public/privé sur leur droit à la retraite après 37,5 ans !

Vous savez pourtant que s'il devient difficile de régler la retraite par répartition, c'est parce que le partage de la plus-value entre salaires et profits a changé au point que 10% ont été transférés, ces dernières années, des premiers vers les seconds ? Pourquoi refuser de mettre ce partage en question ?

Je souhaite qu'avant que la santé, l'école, la culture, l'université et la recherche, etc. soient aliénés au service des intérêts privés, vous preniez conscience qu'on ne peut pas demander à un employé incité au rendement par la précarité de son statut le dévouement déployé, par exemple, par ceux de l'EDF après la tempête de 99.

Parmi les distributistes, une majorité n'a jamais été dans la fonction publique. Ce qui les réunit c'est de soutenir un projet où la solidarité prime, et très majoritairement, sur l'intérêt privé, individuel et corporatiste.



L'économie distributive, proposée par J.Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place... mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles.

Ce "revenu social" est versé en "monnaie de consommation" et permet au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine. Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extension et ses perfectionnements) revêt la forme d'un "service social" accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les complète de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car **pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre**

SUGGESTIONS DE LECTURES

• **KOU, L'AHURI**

ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.**

Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge en 1996.

(prix 9,90 euros franco).

• **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**

Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour expliquer à l'aide d'exemples les mécanismes de l'économie proposée et pour montrer ce qu'elle apporte à la société.

(16,70 euros franco).

• **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.**

Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.

(3,80 euros franco).

• **ET SI ON CHANGEAIT ?**

Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie.

(3,80 euros franco).

- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ? N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ? N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION, N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).

on peut les commander au journal.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles. Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Commission paritaire N°0408 K 83051 · ISSN : 0398 - 2076

Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER.

Impression : ARTIS · Diffusion : NMPP

Adresse postale : BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr



TARIFS D'ABONNEMENT

France (régime intérieur pour la Poste)	21,47 euros.
ou abonnement de soutien (deux exemplaires)	33,89 euros.
DOM	23,45 euros.
TOM	26,20 euros.
Extérieur , suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2003 :	
Zone 1 (Belg, All, It, P-B, Luxbg)	26,86 euros.
Zone 2 (Espagne, G-B, Suisse)	26,20 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis)	27,12 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud)	28,97 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
par chèque bancaire

ou par CCP :

N° 13 402 39 M Paris

ou par mandat international :

IBAN = FR 46 30041 00001 13 402 39 M 020 88